TRÉSOR PUBLIC

2000

Secteur public local

Les comptes des départements

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

La documentation Française

Synthèse nationale

Analyse des résultats

Présentation générale

Éléments de contexte : l'institution de la CMU dessine une nouvelle donne budgétaire pour les départements

En 2000, les finances départementales ont évolué dans un contexte nouveau, marqué par l'institution de la couverture maladie universelle (CMU). La loi n° 99-641 du 27 juillet 1999 portant création de la CMU concerne les départements à plusieurs titres :

- en termes de compétences, la charge de l'aide médicale gratuite est transférée des budgets départementaux vers l'État et les organismes de Sécurité Sociale ;
- en termes financiers, ce transfert de compétence induit une réduction de la dotation générale de décentralisation (DGD) attribuée aux départements pour financer leurs compétences. Plus précisément, l'article 13-1 de la loi du 27 juillet 1999 dispose : « Le montant de la DGD et, s'il y a lieu, celui du produit des impôts affectés aux départements (...) sont réduits, pour chaque département, d'un montant égal aux dépenses consacrées à l'aide médicale en 1997, diminué de 5% et revalorisé en fonction des taux de croissance annuels de la dotation globale de fonctionnement fixés pour 1998, 1999 et 2000 ».

Les effets de la CMU sur les budgets locaux sont particulièrement sensibles dans les départements d'Outre-mer et certains départements de la région parisienne. Pour ces collectivités, la charge de l'aide médicale représentait plus de 20% de leurs dépenses d'aide sociale et plus de 10% de leurs charges de fonctionnement[1]. A l'échelle nationale, ces taux se limitent respectivement à 10% et 5%.

Enfin, l'institution de la CMU a permis de clarifier le financement de l'action sociale en général. L'article 13 de la loi portant création de la CMU a supprimé à compter du 1er janvier 2000 les contingents communaux d'aide sociale, qui finançaient jusqu'alors les dépenses d'aide sociale obligatoire engagées par les départements. Deux restrictions, toutefois : d'une part, cette réforme ne s'applique pas à Paris ; d'autre part, la suppression totale des contingents ne sera effective qu'en 2001, après apurement des reliquats. La loi a remplacé les contingents par une dotation particulière au sein de la dotation globale de fonctionnement (DGF) des départements, modifiant ainsi la structure de leurs ressources.

L'impact de la CMU sur les départements

(1) Source : Comptes de gestion 1999

Exercice 2000 : Hausse des indicateurs financiers

L'évolution des budgets de fonctionnement des départements a été amortie par l'instauration de la CMU. L'allègement des charges (-2,1%) et la faible progression des produits (+0,2%) ont tout de même généré une croissance sensible de l'autofinancement (+7,3%).

L'élargissement des ressources d'origine interne a permis une croissance concomitante des dépenses d'investissement (+5,5%) et de la capacité de financement (1,48 milliard d'euros, soit 9,7 milliards de francs).

Compte simplifié des départements : montant des principaux agrégats (en millions d'euros)

	1996	1997	1998	1999	2000
Fonctionnement					
Produits de fonctionnement	28 075	29 357	30 505	32 087	32 144
Charges de fonctionnement	22 653	23 068	23 615	24 315	23 804
Autofinancement	5 423	6 289	6 890	7 772	8 339
Investissement					
Recettes définitives d'investissement	2 199	2 331	2 319	2 253	2 346
Dépenses définitives d'investissement	8 140	8 113	8 056	8 723	9 206
Besoin de financement	518	-507	-1 154	-1 301	-1 479
Financement du besoin d'investissement					
Variation des dettes à moyen et long terme	623	-272	-908	-978	-1 360
Variation des immobilisations financières	-22	-41	130	58	7
Variation du fonds de roulement	127	276	115	265	112

Compte simplifié des départements : montant des principaux agrégats (en millions de francs)

	1996	1997	1998	1999	2000
Fonctionnement					
Produits de fonctionnement	184 161	192 567	200 098	210 477	210 848
Charges de fonctionnement	148 591	151 313	154 901	159 499	156 145
Autofinancement	35 570	41 254	45 197	50 979	54 703
Investissement					
Recettes définitives d'investissement	14 425	15 288	15 213	14 776	15 387
Dépenses définitives d'investissement	53 393	53 219	52 842	57 219	60 390
Besoin de financement	3 398	-3 323	-7 568	-8 536	-9 700
Financement du besoin d'investissement					
Variation des dettes à moyen et long terme	4 086	-1 786	-5 958	-6 414	-8 919
Variation des immobilisations financières	-142	-272	853	381	44
Variation du fonds de roulement	830	1 808	757	1 741	737

Compte simplifié des départements: évolution des principaux agrégats (en pourcentage)

	1996-1995	1997-1996	1998-1997	1999-1998	2000-1999
Fonctionnement					
Produits de fonctionnement	4,8	4,6	3,9	5,2	0,2
Charges de fonctionnement	4,5	1,8	2,4	3,0	-2,1
Autofinancement	6,0	16,0	9,6	12,8	7,3
Investissement (opérations définitives)					
Recettes définitives d'investissement	-3,8	6,0	-0,5	-2,9	4,1
Dépenses définitives d'investissement	-4,8	-0,3	-0,7	8,3	5,5

Section de fonctionnement

Des charges de fonctionnement en repli de 2,1%

Pour la seconde fois depuis la décentralisation, les charges de fonctionnement des départements diminuent, marquant un retrait de 2,1%. Cette évolution atypique des budgets résulte du transfert de la compétence d'aide médicale des départements vers les organismes de Sécurité Sociale et l'État dans le cadre de la CMU. L'exercice de cette compétence se traduit par le paiement de produits pharmaceutiques, de prestations médicales et de frais de séjour. La suppression de ces charges affecte ainsi les deux principaux postes de dépenses des départements.

Les **achats et charges externes** diminuent de 6,6% soit de 762 millions d'euros (5 milliards de francs). La baisse est particulièrement sensible dans les départements d'outre mer, dont les achats et charges externes diminuent de 30% en moyenne. Elle est également plus importante pour les départements à forte démographie.

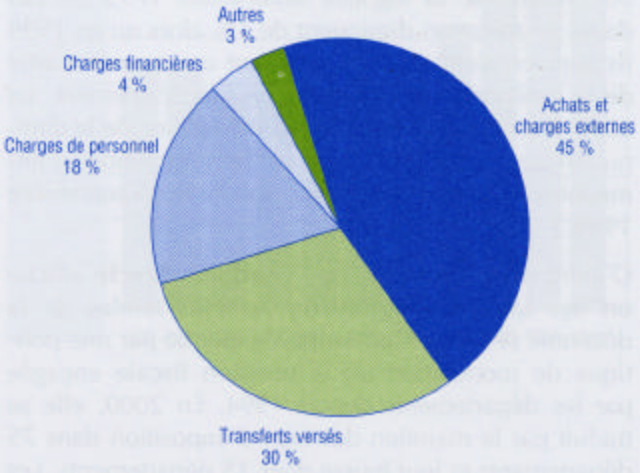
Les **transferts versés** progressent de 1,7% sous l'effet du renforcement des participations financières au développement économique et à la sécurité. En revanche, les fonds versés au titre de l'action sociale marquent un repli de 6,3%.

Les **charges financières** continuent de chuter (-10,3%) sous un double effet de flux et de stock : d'une part, les départements contractent de moins en moins d'emprunts nouveaux; d'autre part, ils diminuent activement l'encours de leur dette.

En dépit de la suppression de certaines compétences, les départements ont augmenté leurs **charges de personnel** suivant la même progression que celle enregistrée au cours des deux exercices précédents (+5,9%). Cette croissance, soutenue notamment par les départements à faible démographie[2], s'explique par la combinaison de différents facteurs. A l'effet du GVT (glissement – vieillesse – technicité) qui agit mécaniquement sur l'augmentation de la masse salariale, s'est ajouté l'impact de l'augmentation de 0,5 point du taux de cotisation employeur auprès de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) et la répercussion en année pleine des revalorisations du point d'indice du 1er décembre 1999. Enfin, certains départements ont recruté dans le cadre des emplois jeunes.

(2) Les départements de moins de 250 000 habitants enregistrent une croissance de 7,7 % de leurs charges de personnel en 2000.

Structure des charges de fonctionnement



D'un point de vue **fonctionnel**, les dépenses d'action sociale[3] diminuent de 9% après une longue période de croissance. Ce retournement résulte de la conjonction de plusieurs facteurs :

- la suppression de l'aide médicale départementale ;
- le recul des dépenses en faveur des bénéficiaires du RMI (-9,7%) ;
- le contexte économique favorable qui limite la croissance des besoins : tous les postes budgétaires diminuent hormis l'aide à la mère et à l'enfant ;
- la décélération des dépenses liées à la prestation spécifique dépendance, dont la mise en place est désormais achevée (progression de 31% après un doublement en 1999).

Croissance faible des produits de fonctionnement (+0,2%)

En rupture avec le dynamisme des exercices précédents, les produits de fonctionnement sont restés quasiment stables par rapport à 1999. Ce résultat tient essentiellement à la diminution de 20,3% de la dotation générale de décentralisation (DGD) prévue par la loi portant création de la CMU. Cependant, même si l'on exclut ce dernier facteur, les produits de fonctionnement des départements affichent une certaine atonie :

(3) Dépenses directes d'aide sociale.

l'ensemble des ressources autres que la DGD ne progresse que de 1,6% en 2000 après une croissance de 4% en 1999. Plusieurs facteurs expliquent cette situation.

D'une part, le produit de la **fiscalité indirecte** ne progresse que de 0,8%, et ce, malgré la hausse sensible du produit de la vignette automobile (+3,2%). Les droits de mutation diminuent de 1% alors qu'en 1999 ils augmentaient de 13%, assurant une grande partie de la croissance des produits de fonctionnement. En 2000, ils accusent l'impact en année pleine de la diminution des taux d'imposition sur les transactions d'immeubles à usage d'habitation, opérée le 15 septembre 1999.

D'autre part, le produit de la **fiscalité directe** affiche un des taux de progression les plus faibles de la décennie (+1,4%). Ce résultat s'explique par une politique de modération de la pression fiscale engagée par les départements depuis 1994. En 2000, elle se traduit par le maintien des taux d'imposition dans 75 départements et leur baisse dans 15 départements. Les taux moyens des quatre taxes directes diminuent pour la première fois depuis 1990. La croissance de la fiscalité directe en 2000 n'est donc assurée que par le dynamisme des bases d'imposition. Les bases de taxe professionnelle bénéficient notamment de l'environnement économique porteur en 1998 et de la suppression partielle de la réduction pour embauche ou investissement (REI). Ainsi, elles restent stables en 2000 en dépit de la suppression de la part salariale. Le produit de la taxe professionnelle ne diminue que légèrement par rapport à 1999 (-0,2%). À « législation constante »[4], il augmenterait de 5,2%.

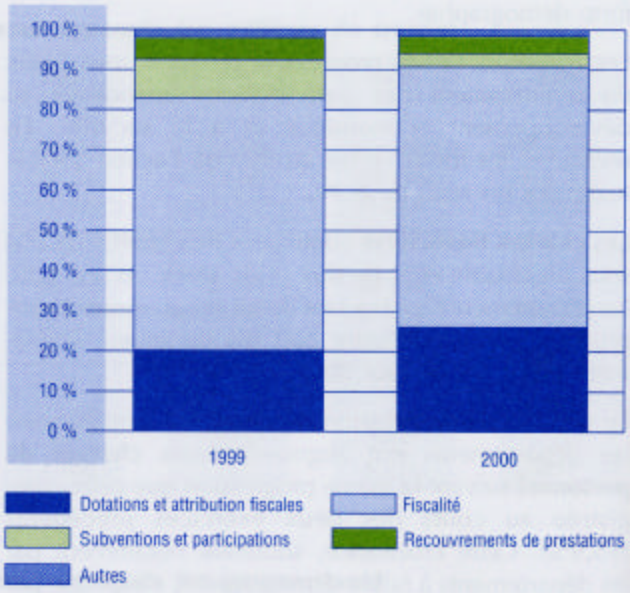
Enfin, les **transferts reçus**, qui représentent plus d'un quart des produits de fonctionnement des départements, diminuent de 6%. Ils se composent des dotations de fonctionnement de l'État (+24,8%), des participations et des subventions en provenance des collectivités locales et de l'État (-63%) et des recouvrements, opérés principalement sur des prestations sociales (-4,8%).

Les fortes variations des dotations et des subventions reçues résultent de la suppression des contingents communaux d'aide sociale[5] et de leur remplacement par un abondement de la DGF départementale. Ainsi, les contingents perçus en 2000 correspondent à des reliquats sur exercices antérieurs. Ils se limitent à 289 millions d'euros (1,9 milliard de francs)[6], en diminution de 1,5 milliard d'euros (9,9 milliards de francs) par rapport à 1999. En compensation de la suppression des contingents d'aide sociale, la LFI pour 2000 a prévu un abondement spécifique de la DGF de 1,7 milliard d'euros (11,2 milliards de francs). La croissance de la dotation versée est ainsi portée à 65% en 2000.

La DGD diminue suite à la suppression de la compétence départementale en matière d'aide médicale[7] (voir supra). Toutefois, ce mouvement à la baisse est freiné par un abondement de 700 millions d'euros (4,6 milliards de francs), versé au titre de la compensation de la suppression partielle des droits de mutation. Au total, la DGD enregistre un recul de 20,3% par rapport à 1999.

D'un montant de 2,1 milliards d'euros (14 milliards de francs), les **attributions fiscales de péréquation et de compensation** augmentent de 20,8% en raison de compensations complémentaires liées à la suppression progressive de la part « salaires » de la taxe professionnelle. En 2000, l'exonération de la fraction imposable des salaires est portée à 45734 euros (300 000 francs) par redevable et par commune.

Modification de la structure des produits de fonctionnement



L'effet conjugué de la loi portant création de la CMU et des récentes réformes fiscales a amplifié la part des recettes issues du budget de l'État dans les budgets départementaux. En 2000, le total des dotations de l'État et des attributions fiscales représente 26% des produits de fonctionnement contre 20% en 1996. Cette évolution n'a pas entamé la part des recettes issues de la fiscalité, qui passe de 63% à 65% entre 1996 et 2000.

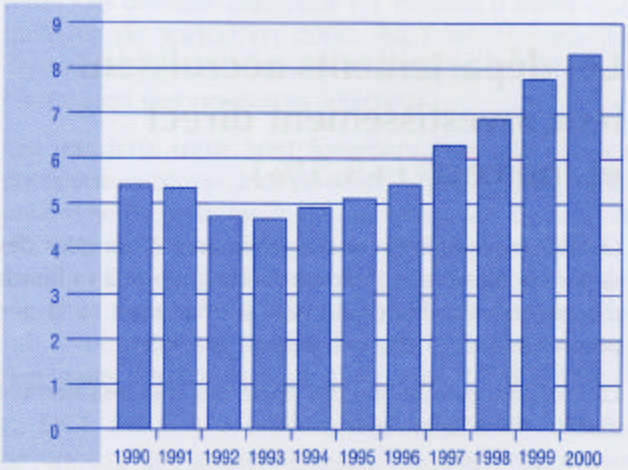
(4) Prise en compte des compensations versées par l'État au titre des réformes de la taxe professionnelle.
(5) Cette réforme ne s'applique pas à Paris, qui est à la fois une commune et un département.
(6) Montant hors département de Paris.

(7) Prélèvement prévu à ce titre par la LFI 2000 : 9 027 millions de francs.

L'autofinancement atteint le niveau record de 8,34 milliards d'euros (54,7 milliards de francs)

Le transfert de compétence en matière d'aide médicale a réduit le niveau global des budgets de fonctionnement des Conseils Généraux. Néanmoins, l'écart positif entre les produits et les charges de fonctionnement s'est accru. En effet, l'autofinancement progresse de 7,3% en 2000, atteignant un niveau historiquement élevé de 8,34 milliards d'euros (54,7 milliards de francs). Les départements consacrent ainsi plus du quart de leurs produits de fonctionnement à la section d'investissement.

Progression régulière de l'autofinancement depuis 1994 (en milliards d'euros)



Section d'investissement

Les départements accroissent leur investissement direct et indirect[8] (+5,5%)

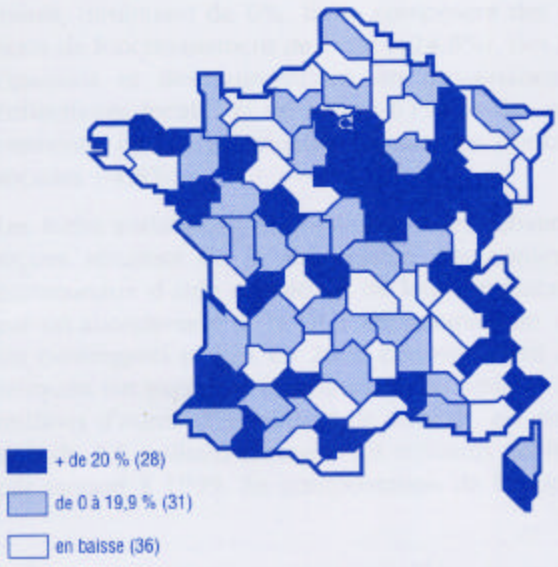
Les dépenses définitives d'investissement, formées des dépenses directes et indirectes, atteignent 9,2 milliards d'euros (60,4 milliards de francs), marquant ainsi une progression de 5,5% par rapport à 1999.

La croissance soutenue des dépenses d'investissement direct[8] (+5,6%) reflète :

- le rattrapage de certains investissements, retardés en 1999 en raison des tensions dans le secteur de la construction ;
- le lancement du programme d'investissement « U3M[9] » dans le cadre du XIIème contrat de plan ; le département de Paris ayant quasiment triplé ses dépenses d'équipement sous l'effet de ce programme ;
- l'intégration d'un budget annexe de travaux routiers au budget principal du département des Hautes-Pyrénées ;

Les efforts d'équipement portent essentiellement sur la voirie et les établissements scolaires du second degré, qui représentent respectivement 50% et 30% des investissements directs des départements.

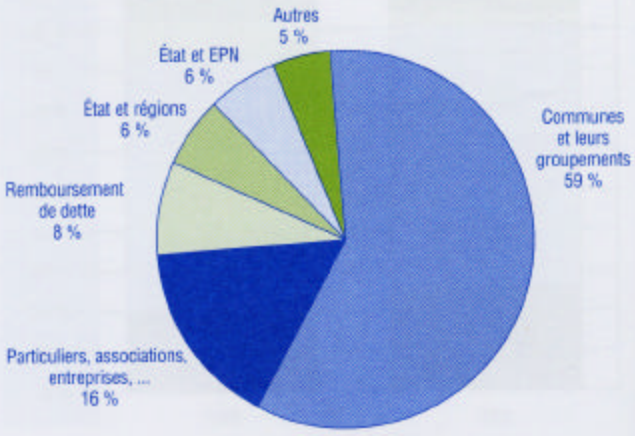
Croissance des dépenses de voirie



En matière de voirie, les dépenses ont été sensiblement augmentées (+8,5%). En excluant l'effet de l'intégration du budget annexe concernant les travaux routiers, la progression atteint 6,5%. Les dépenses d'équipement des établissements scolaires, en croissance de 4%, ont été dynamisées par les travaux visant à diminuer le taux de radon dans les établissements et par le plan de partition des collèges, destiné à protéger l'école contre la violence.

Une part importante des dépenses d'investissement engagées par les Conseils Généraux sert à financer des programmes non départementaux : 40% des dépenses (hors remboursement de dette) prennent ainsi la forme d'investissement indirect, c'est-à-dire de **subventions versées**. En 2000, les départements ont accru leurs subventions de 5%, en finançant les programmes d'investissement communaux, notamment en matière de voirie, d'assainissement et d'équipement rural.

Répartition des subventions d'investissement départementales



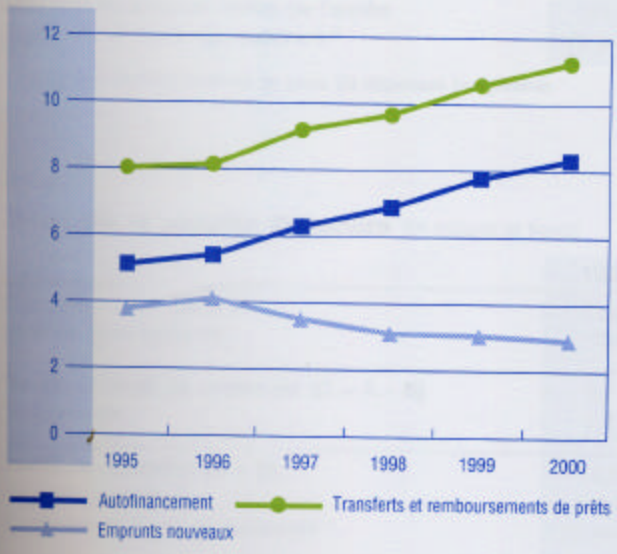
(8) Les dépenses d'investissement direct sont également désignées sous le terme de dépenses d'équipement.
(9) « Université 3e millénaire ».

En 2000, les départements ont remboursé leurs emprunts à hauteur de 4,28 milliards d'euros (28 milliards de francs d'emprunts), soit 6% de plus qu'en 1999. Cette croissance est davantage portée par les départements à forte démographie. En effet, les départements de moins de 250 000 habitants, qui ont particulièrement accentué leurs efforts d'équipement en 2000, ont diminué de 2,5% leurs remboursements de dette. Au niveau national, la croissance des remboursements est accentuée par le recours aux produits financiers de type CLTR[10]. En revanche, le montant des remboursements liés au refinancement de la dette à long terme diminue, les opportunités techniques de refinancement s'amenuisant.

Un financement qui repose de moins en moins sur l'emprunt

Les trois sources principales de financement des investissements départementaux sont l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement, les transferts reçus (dotations, subventions, ...) et l'emprunt. Appliquant une politique de désendettement depuis plusieurs années, les départements augmentent régulièrement la part de l'autofinancement et des transferts et, corrélativement, restreignent les emprunts nouveaux. En 2000, cette politique se confirme : la progression de l'autofinancement est appuyée par un accroissement de 4% des transferts reçus, tandis que les emprunts nouveaux diminuent de 4,6%. Une part croissante des financements externes prend la forme d'emprunts avec option de tirage sur ligne de trésorerie. Ces derniers atteignent 1,1 milliard d'euros (7,2 milliards de francs) en 2000. Au final, les recettes destinées à l'investissement progressent de 4% sous l'impulsion des ressources internes.

Évolution des ressources d'investissement
(en milliards d'euros)



Les transferts reçus sont fortement marqués par les **dotations** en provenance de l'État (+7,3%) et plus particulièrement par le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) et la dotation globale d'équipement (DGE). La croissance du FCTVA (+9,2%) met fin à une baisse régulière depuis 1995. Ce retournement de tendance suit, avec deux ans de décalage, le regain des investissements départementaux amorcé en 1998 (+5%).

La DGE atteint 418 millions d'euros (2 740 millions de francs), en progression de 9% par rapport au montant perçu en 1999.

La dotation départementale à l'équipement des collèges (DDEC) atteint 243 millions d'euros (1 594 millions de francs), en baisse de 0,8% par rapport à 1999.

Les **subventions et participations d'équipement** reçues diminuent de 5,9%. Cette évolution résulte en partie de l'extinction au 31 décembre 1999 de la participation des communes à l'équipement des collèges[11]. Les crédits ouverts au Budget de l'État au titre des subventions versées aux collectivités territoriales victimes de la tempête de décembre 1999 n'ont quasiment pas été consommés du fait des délais de réalisation des programmes[12].

La croissance des dépenses d'investissement hors dette n'entame pas la capacité de financement

En 1997, l'assainissement des finances départementales s'est traduit par l'émergence d'une capacité de financement, solde excédentaire des recettes sur les dépenses d'investissement hors opérations de dettes. Depuis, cette marge de manœuvre financière s'est confirmée et amplifiée. Elle progresse de 13,6% en 2000, pour atteindre 1,48 milliard d'euros (9,7 milliards de francs).

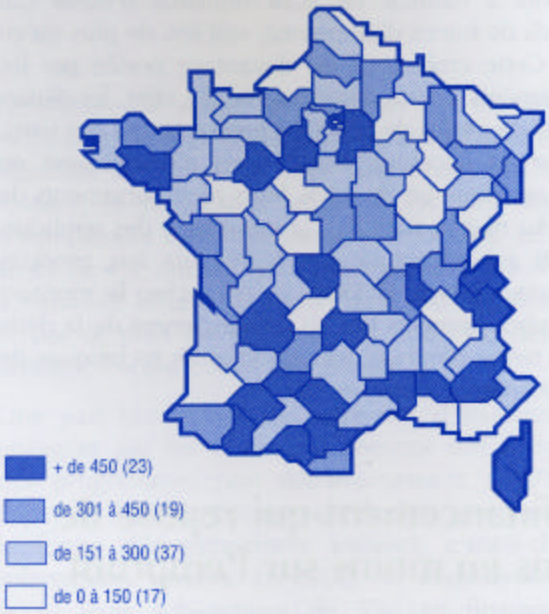
(10) Crédit à long terme renouvelable.

(11) Loi n° 90-586 du 4 juillet 1990.
(12) Source : Secrétariat d'État au Budget - août 2001.

Les principaux résultats financiers des départements en 2000
en millions d'euros

La capacité de financement a été employée au désendettement pour un montant de 1,36 milliard d'euros (8,9 milliards de francs). Le solde alimente le fonds de roulement et finance un accroissement de 7 millions d'euros (112 millions de francs) des immobilisations financières (prêts et avances).

Dette en euros par habitant



Analyse patrimoniale

Les départements accentuent leur désendettement

La baisse des emprunts nouveaux et des engagements associée à la croissance des remboursements a permis aux départements d'accentuer le désendettement amorcé en 1997. Allégé de 1,62 milliard d'euros (10,6 milliards de francs) par rapport à 1999, l'encours des dettes et des engagements financiers atteint 19,05 milliards d'euros (125 milliards de francs) à la fin 2000. Cet encours peut théoriquement être remboursé en 2,3 années grâce à l'autofinancement dégagé. La capacité de désendettement était encore de 4,3 ans en 1996.

Le taux d'endettement, rapport entre l'encours de la dette et les recettes de fonctionnement, passe de 64,4% en 1999 à 59,3% en 2000. Pour plus de la moitié des départements métropolitains, la dette ne dépasse pas 300 euros (1 970 francs) par habitant.

Trésorerie et fonds de roulement

Les départements ont accru leur sécurité financière en 2000 : l'autofinancement a été un facteur de croissance du fonds de roulement. Celui-ci permet de couvrir 26 jours théoriques de dépenses budgétaires, contre 24 jours en 1999.

Le niveau de fonds de roulement a bénéficié, en outre, d'une évolution favorable des créances à court terme. En baisse de 715 millions d'euros (4,7 milliards de francs), elles génèrent par différence avec les dettes une ressource en fonds de roulement. Cette ressource s'ajoute au fonds de roulement et forme ainsi une trésorerie de 3,2 milliards d'euros (20,8 milliards de francs) au 31 décembre 2000.

Trésorerie et sécurité financière (En milliards d'euros)

	1996	1997	1998	1999	2000
Créances à court terme (A)	3,6	3,2	3,5	3,6	2,9
Dettes à court terme (B)	2,7	2,7	3,0	3,4	3,4
Besoin en fonds de roulement (C = A - B)	**0,9**	**0,5**	**0,5**	**0,2**	**-0,5**
Trésorerie (D)	1,1	1,7	1,8	2,3	3,2
Fonds de roulement (C + D)	**2,0**	**2,2**	**2,2**	**2,5**	**2,7**
Dépenses budgétaires réelles de l'année	34,8	35,5	36,3	37,7	37,9
Coefficient de fonds de roulement *	20 jours	22 jours	22 jours	24 jours	26 jours

* Fonds de roulement exprimé en jours de dépenses budgétaires

Trésorerie et sécurité financière (En milliards de francs)

	1996	1997	1998	1999	2000
Créances à court terme (A)	23,6	20,8	22,8	23,7	19,0
Dettes à court terme (B)	17,9	17,8	19,9	22,6	22,3
Besoin en fonds de roulement (C = A - B)	**5,7**	**3,0**	**3,0**	**1,1**	**-3,3**
Trésorerie (D)	7,1	11,2	11,8	15,2	20,8
Fonds de roulement (C + D)	**12,8**	**14,2**	**14,7**	**16,3**	**17,5**
Dépenses budgétaires	228,2	233,1	238,1	247,3	248,6
Coefficient de fonds de roulement *	20 jours	22 jours	22 jours	24 jours	26 jours

* Fonds de roulement exprimé en jours de dépenses budgétaires

Tableaux de synthèse

Les comptes des départements entre 1996 et 2000

(en millions d'euros)

	1996	1997	1998	1999	2000
SECTION DE FONCTIONNEMENT (CHARGES)					
Achats et charges externes	10 565	10 998	11 283	11 602	10 839
Charges de personnel	3 403	3 532	3 732	3 983	4 217
Impôts et taxes, reversements et restitutions	160	193	208	187	184
Transferts versés	6 667	6 668	6 785	7 083	7 202
Contingents et participations	*3 225*	*3 183*	*3 357*	*3 658*	*3 708*
Autres transferts versés	*3 442*	*3 485*	*3 428*	*3 425*	*3 493*
Charges financières	1 471	1 276	1 182	1 071	960
Charges exceptionnelles	397	410	429	393	405
Charges à déduire	-10	-9	-4	-4	-2
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**22 653**	**23 068**	**23 615**	**24 315**	**23 804**
AUTOFINANCEMENT BRUT	**5 423**	**6 289**	**6 890**	**7 772**	**8 339**
SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)					
Immobilisations incorporelles	26	27	31	49	47
Immobilisations corporelles	564	579	622	676	690
Immobilisations en cours	4 133	4 178	4 370	4 435	4 711
DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	**4 723**	**4 784**	**5 023**	**5 160**	**5 448**
Subventions d'équipement versées	3 282	3 163	2 906	3 404	3 575
Remboursements sur subventions et participations	18	51	26	33	40
Divers	117	115	101	126	144
DEPENSES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	**8 140**	**8 113**	**8 056**	**8 723**	**9 206**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	3 483	3 774	4 017	4 037	4 278
Immobilisations financières	518	534	611	623	603
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**12 141**	**12 421**	**12 684**	**13 383**	**14 087**
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	**126**	**276**	**115**	**265**	**112**

Evolution des comptes des départements de 1996 à 2000

(en pourcentage)

	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999
SECTION DE FONCTIONNEMENT (CHARGES)					
Achats et charges externes	6,3	4,1	2,6	2,8	-6,6
Charges de personnel	5,0	3,8	5,7	6,7	5,9
Impôts et taxes, reversements et restitutions	91,2	20,8	7,8	-10,0	-1,6
Transferts versés	1,3	0,0	1,8	4,4	1,7
Contingents et participations	*0,5*	*-1,3*	*5,5*	*9,0*	*1,4*
Autres transferts versés	*2,2*	*1,2*	*-1,6*	*-0,1*	*2,0*
Charges financières	0,1	-13,3	-7,4	-9,4	-10,3
Charges exceptionnelles	7,6	3,0	4,8	-8,3	2,9
Charges à déduire	-2,8	-12,2	-50,9	-5,0	-56,4
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**4,5**	**1,8**	**2,4**	**3,0**	**-2,1**
AUTOFINANCEMENT BRUT	**6,0**	**16,0**	**9,6**	**12,8**	**7,3**
SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)					
Immobilisations incorporelles	11,5	2,5	15,7	56,7	-3,6
Immobilisations corporelles	-7,8	2,6	7,4	8,7	2,0
Immobilisations en cours	-6,8	1,1	4,6	1,5	6,2
DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	**-6,9**	**1,3**	**5,0**	**2,7**	**5,6**
Subventions d'équipement versées	-1,0	-3,6	-8,1	17,1	5,0
Remboursements sur subventions et participations	-57,7	190,3	-49,6	27,6	22,2
Divers	-3,2	-1,2	-12,7	25,0	14,1
DEPENSES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	**-4,8**	**-0,3**	**-0,7**	**8,3**	**5,5**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	26,6	8,4	6,4	0,5	6,0
Immobilisations financières	-4,4	3,1	14,3	2,1	-3,3
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**2,5**	**2,3**	**2,1**	**5,5**	**5,3**

Les comptes des départements entre 1996 et 2000

(en millions de francs)

	1996	1997	1998	1999	2000
SECTION DE FONCTIONNEMENT (CHARGES)					
Achats et charges externes	69 301	72 142	74 012	76 103	71 100
Charges de personnel	22 321	23 168	24 479	26 129	27 659
Impôts et taxes, reversements et restitutions	1 048	1 266	1 364	1 228	1 209
Transferts versés	43 730	43 739	44 505	46 461	47 237
Contingents et participations	*21 153*	*20 881*	*22 021*	*23 998*	*24 322*
Autres transferts versés	22 577	*22 858*	*22 485*	*22 463*	*22 915*
Charges financières	9 652	8 371	7 753	7 022	6 298
Charges exceptionnelles	2 604	2 683	2 812	2 579	2 654
Charges à déduire	-68	-60	-29	-28	-12
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**148 591**	**151 313**	**154 901**	**159 499**	**156 145**
AUTOFINANCEMENT BRUT	**35 570**	**41 254**	**45 197**	**50 979**	**54 703**
SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)					
Immobilisations incorporelles	173	177	205	321	310
Immobilisations corporelles	3 702	3 798	4 080	4 436	4 527
Immobilisations en cours	27 107	27 405	28 663	29 094	30 899
DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	**30 981**	**31 380**	**32 948**	**33 851**	**35 735**
Subventions d'équipement versées	21 531	20 747	19 064	22 327	23 449
Remboursements sur subventions et participations	116	336	169	216	264
Divers	766	756	660	825	941
DEPENSES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	**53 393**	**53 219**	**52 842**	**57 219**	**60 389**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	22 849	24 757	26 348	26 479	28 061
Immobilisations financières	3 399	3 505	4 006	4 089	3 953
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**79 641**	**81 482**	**83 196**	**87 788**	**92 404**
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	**830**	**1 808**	**757**	**1 741**	**736**

Evolution des comptes des départements de 1996 à 2000

(en pourcentage)

	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999
SECTION DE FONCTIONNEMENT (CHARGES)					
Achats et charges externes	6,3	4,1	2,6	2,8	-6,6
Charges de personnel	5,0	3,8	5,7	6,7	5,9
Impôts et taxes, reversements et restitutions	91,2	20,8	7,8	-10,0	-1,6
Transferts versés	1,3	0,0	1,8	4,4	1,7
Contingents et participations	*0,5*	*-1,3*	*5,5*	*9,0*	*1,4*
Autres transferts versés	*2,2*	*1,2*	*-1,6*	*-0,1*	*2,0*
Charges financières	0,1	-13,3	-7,4	-9,4	-10,3
Charges exceptionnelles	7,6	3,0	4,8	-8,3	2,9
Charges à déduire	-2,8	-12,2	-50,9	-5,0	-56,4
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**4,5**	**1,8**	**2,4**	**3,0**	**-2,1**
AUTOFINANCEMENT BRUT	**6,0**	**16,0**	**9,6**	**12,8**	**7,3**
SECTION D'INVESTISSEMENT (DEPENSES)					
Immobilisations incorporelles	11,5	2,5	15,7	56,7	-3,6
Immobilisations corporelles	-7,8	2,6	7,4	8,7	2,0
Immobilisations en cours	-6,8	1,1	4,6	1,5	6,2
DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	**-6,9**	**1,3**	**5,0**	**2,7**	**5,6**
Subventions d'équipement versées	-1,0	-3,6	-8,1	17,1	5,0
Remboursements sur subventions et participations	-57,7	190,3	-49,6	27,6	22,2
Divers	-3,2	-1,2	-12,7	25,0	14,1
DEPENSES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	**-4,8**	**-0,3**	**-0,7**	**8,3**	**5,5**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	26,6	8,4	6,4	0,5	6,0
Immobilisations financières	-4,4	3,1	14,3	2,1	-3,3
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**2,5**	**2,3**	**2,1**	**5,5**	**5,3**

Les comptes des départements entre 1996 et 2000

(en millions d'euros)

	1996	1997	1998	1999	2000
SECTION DE FONCTIONNEMENT (PRODUITS)					
Ventes, prestations et autres produits	100	81	81	81	81
Transferts reçus	8 612	8 760	8 844	9 297	8 738
Dotations de l'Etat hors DGD	*2 466*	*2 509*	*2 573*	*2 653*	*4 377*
Dotation générale de décentralisation	*1 887*	*1 946*	*1 939*	*2 364*	*1 885*
Subventions et participations reçues	*2 672*	*2 760*	*2 809*	*2 751*	*1 021*
Recouvrements de prestations et traitements	*1 588*	*1 544*	*1 522*	*1 529*	*1 456*
Impôts et taxes	18 934	20 067	21 165	22 307	22 921
Impôts locaux	*12 360*	*13 004*	*13 535*	*13 655*	*13 846*
Attributions fiscales de péréq. et de compensation	*1 319*	*1 358*	*1 322*	*1 763*	*2 131*
Impôts indirects et autres taxes	*5 255*	*5 704*	*6 308*	*6 888*	*6 944*
Autres produits courants non financiers	273	285	285	282	273
Produits courants financiers	103	82	71	64	67
Produits exceptionnels	52	83	58	56	63
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**28 075**	**29 357**	**30 505**	**32 087**	**32 144**
SECTION D'INVESTISSEMENT (RECETTES)					
Dotations et fonds divers	1 275	1 308	1 318	1 330	1 427
Fonds de compensation pour la TVA	*717*	*703*	*697*	*694*	*758*
Dotation globale d'équipement	*324*	*356*	*382*	*383*	*418*
Dotation départementale d'équipement des collèges	*224*	*235*	*231*	*245*	*243*
Subventions et participations d'équipement reçues	749	795	760	711	669
Aliénation d'immobilisations autres que financières	64	79	76	86	120
Recettes diverses	111	149	165	126	129
RECETTES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	**2 199**	**2 331**	**2 319**	**2 253**	**2 346**
Emprunts et dettes assimilées	4 106	3 502	3 108	3 059	2 918
Remboursements de prêts et avances	540	576	481	565	596
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**6 845**	**6 408**	**5 908**	**5 877**	**5 860**
Autofinancement brut	**5 423**	**6 289**	**6 890**	**7 772**	**8 339**
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**12 268**	**12 698**	**12 799**	**13 649**	**14 199**

Evolution des comptes des départements de 1996 à 2000

(en pourcentage)

	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999
SECTION DE FONCTIONNEMENT (PRODUITS)					
Ventes, prestations et autres produits	-1,1	-19,2	0,0	-0,1	0,9
Transferts reçus	3,8	1,7	1,0	5,1	-6,0
Dotations de l'Etat hors DGD	*5,0*	*1,8*	*2,5*	*3,1*	*65,0*
Dotation générale de décentralisation	*2,4*	*3,1*	*-0,3*	*21,9*	*-20,3*
Subventions et participations reçues	*5,0*	*3,3*	*1,8*	*-2,1*	*-62,9*
Recouvrements de prestations et traitements	*1,6*	*-2,7*	*-1,4*	*0,5*	*-4,8*
Impôts et taxes	5,4	6,0	5,5	5,4	2,8
Impôts locaux	*6,7*	*5,2*	*4,1*	*0,9*	*1,4*
Attributions fiscales de péréq. et de compensation	*9,6*	*3,0*	*-2,6*	*33,4*	*20,8*
Impôts indirects et autres taxes	*1,6*	*8,5*	*10,6*	*9,2*	*0,8*
Autres produits courants non financiers	2,9	4,3	0,1	-1,0	-3,5
Produits courants financiers	7,9	-20,8	-12,8	-10,9	4,9
Produits exceptionnels	3,6	59,0	-29,4	-3,6	12,6
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**4,8**	**4,6**	**3,9**	**5,2**	**0,2**
SECTION D'INVESTISSEMENT (RECETTES)					
Dotations et fonds divers	-2,8	2,5	0,8	0,8	7,3
Fonds de compensation pour la TVA	*-4,4*	*-1,9*	*-0,9*	*-0,5*	*9,2*
Dotation globale d'équipement	*-0,1*	*9,8*	*7,2*	*0,4*	*9,0*
Dotation départementale d'équipement des collèges	*0,2*	*5,1*	*-1,7*	*5,9*	*-0,8*
Subventions et participations d'équipement reçues	-9,8	6,1	-4,4	-6,4	-5,9
Aliénation d'immobilisations autres que financières	-12,0	24,4	-4,2	13,6	39,7
Recettes diverses	55,9	34,3	10,7	-23,9	2,6
RECETTES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	**-3,8**	**6,0**	**-0,5**	**-2,9**	**4,1**
Emprunts et dettes assimilées	8,4	-14,7	-11,2	-1,6	-4,6
Remboursements de prêts et avances	-14,9	6,6	-16,5	17,6	5,4
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**2,0**	**-6,4**	**-7,8**	**-0,5**	**-0,3**
Autofinancement brut	**6,0**	**16,0**	**9,6**	**12,8**	**7,3**
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**3,7**	**3,5**	**0,8**	**6,6**	**4,0**

Les comptes des départements entre 1996 et 2000

(en millions de francs)

	1996	1997	1998	1999	2000
SECTION DE FONCTIONNEMENT (PRODUITS)					
Ventes, prestations et autres produits	656	530	530	530	535
Transferts reçus	56 494	57 459	58 010	60 985	57 319
Dotations de l'Etat hors DGD	*16 173*	*16 460*	*16 878*	*17 401*	*28 708*
Dotation générale de décentralisation	*12 376*	*12 762*	*12 722*	*15 509*	*12 365*
Subventions et participations reçues	*17 530*	*18 107*	*18 425*	*18 043*	*6 696*
Recouvrements de prestations et traitements	*10 414*	*10 130*	*9 985*	*10 032*	*9 550*
Impôts et taxes	124 198	131 628	138 834	146 323	150 352
Impôts locaux	*81 075*	*85 303*	*88 786*	*89 571*	*90 826*
Attributions fiscales de péréq. et de compensation	*8 650*	*8 907*	*8 671*	*11 567*	*13 978*
Impôts indirects et autres taxes	*34 473*	*37 418*	*41 377*	*45 185*	*45 548*
Autres produits courants non financiers	1 792	1 869	1 872	1 852	1 788
Produits courants financiers	679	538	469	418	438
Produits exceptionnels	342	543	383	369	416
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**184 161**	**192 567**	**200 098**	**210 477**	**210 848**
SECTION D'INVESTISSEMENT (RECETTES)					
Dotations et fonds divers	8 364	8 577	8 648	8 721	9 360
Fonds de compensation pour la TVA	*4 703*	*4 614*	*4 573*	*4 552*	*4 973*
Dotation globale d'équipement	*2 128*	*2 336*	*2 504*	*2 513*	*2 740*
Dotation départementale d'équipement des collèges	*1 468*	*1 543*	*1 516*	*1 606*	*1 594*
Subventions et participations d'équipement reçues	4 915	5 213	4 984	4 665	4 391
Aliénation d'immobilisations autres que financières	417	518	497	564	788
Recettes diverses	730	980	1 085	826	847
RECETTES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	**14 425**	**15 288**	**15 213**	**14 776**	**15 387**
Emprunts et dettes assimilées	26 934	22 971	20 390	20 065	19 142
Remboursements de prêts et avances	3 542	3 777	3 152	3 709	3 908
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**44 901**	**42 036**	**38 755**	**38 550**	**38 437**
Autofinancement brut	**35 570**	**41 254**	**45 197**	**50 979**	**54 703**
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**80 471**	**83 290**	**83 953**	**89 529**	**93 140**

Evolution des comptes des départements de 1996 à 2000

(en pourcentage)

	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999
SECTION DE FONCTIONNEMENT (PRODUITS)					
Ventes, prestations et autres produits	-1,1	-19,2	0,0	-0,1	0,9
Transferts reçus	3,8	1,7	1,0	5,1	-6,0
Dotations de l'Etat hors DGD	*5,0*	*1,8*	*2,5*	*3,1*	*65,0*
Dotation générale de décentralisation	*2,4*	*3,1*	*-0,3*	*21,9*	*-20,3*
Subventions et participations reçues	*5,0*	*3,3*	*1,8*	*-2,1*	*-62,9*
Recouvrements de prestations et traitements	*1,6*	*-2,7*	*-1,4*	*0,5*	*-4,8*
Impôts et taxes	5,4	6,0	5,5	5,4	2,8
Impôts locaux	*6,7*	*5,2*	*4,1*	*0,9*	*1,4*
Attributions fiscales de péréq. et de compensation	*9,6*	*3,0*	*-2,6*	*33,4*	*20,8*
Impôts indirects et autres taxes	*1,6*	*8,5*	*10,6*	*9,2*	*0,8*
Autres produits courants non financiers	2,9	4,3	0,1	-1,0	-3,5
Produits courants financiers	7,9	-20,8	-12,8	-10,9	4,9
Produits exceptionnels	3,6	59,0	-29,4	-3,6	12,6
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**4,8**	**4,6**	**3,9**	**5,2**	**0,2**
SECTION D'INVESTISSEMENT (RECETTES)					
Dotations et fonds divers	-2,8	2,5	0,8	0,8	7,3
Fonds de compensation pour la TVA	*-4,4*	*-1,9*	*-0,9*	*-0,5*	*9,2*
Dotation globale d'équipement	*-0,1*	*9,8*	*7,2*	*0,4*	*9,0*
Dotation départementale d'équipement des collèges	*0,2*	*5,1*	*-1,7*	*5,9*	*-0,8*
Subventions et participations d'équipement reçues	-9,8	6,1	-4,4	-6,4	-5,9
Aliénation d'immobilisations autres que financières	-12,0	24,4	-4,2	13,6	39,7
Recettes diverses	55,9	34,3	10,7	-23,9	2,6
RECETTES DEFINITIVES D'INVESTISSEMENT	**-3,8**	**6,0**	**-0,5**	**-2,9**	**4,1**
Emprunts et dettes assimilées	8,4	-14,7	-11,2	-1,6	-4,6
Remboursements de prêts et avances	-14,9	6,6	-16,5	17,6	5,4
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**2,0**	**-6,4**	**-7,8**	**-0,5**	**-0,3**
Autofinancement brut	**6,0**	**16,0**	**9,6**	**12,8**	**7,3**
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**3,7**	**3,5**	**0,8**	**6,6**	**4,0**

Répartition fonctionnelle des dépenses des départements

(en millions d'euros)

	1996	1997	1998	1999	2000
DEPENSES DIRECTES D'INVESTISSEMENT					
Bâtiments administratifs	363	358	404	430	430
Voirie	2 383	2 510	2 594	2 687	2 914
Réseaux	45	51	43	55	45
Equipement scolaire et culturel	1 535	1 471	1 524	1 552	1 617
Equipement sanitaire et social	96	106	117	116	116
Transports et communications	36	45	59	51	53
Services industriels et commerciaux	14	6	4	24	9
Equipement rural	80	59	98	88	80
Urbanisme et habitation	3	3	4	2	4
Autres équipements	55	71	83	76	68
Gros travaux	111	101	92	82	112
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	**4 723**	**4 784**	**5 023**	**5 161**	**5 448**
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES					
Etat, établissements publics nationaux	282	260	215	229	225
Départements et leurs groupements	109	92	82	89	80
Communes et leurs groupements	1 693	1 636	1 496	1 999	2 118
Autres établissements publics locaux	243	251	220	204	231
Particuliers, associations, entreprises privées, etc	509	516	484	521	570
Subventions en annuités	361	332	326	276	268
Autres subventions d'équipement	86	76	85	85	83
TOTAL SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	**3 282**	**3 163**	**2 907**	**3 404**	**3 575**
OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT					
Services indirects	8 429	8 685	9 375	10 093	10 857
Services administratifs	2 094	2 166	2 286	2 484	2 689
Services sociaux	11 827	12 099	12 334	12 647	11 514
Services et établissements sociaux	*82*	*71*	*72*	*76*	*75*
Hygiène publique	*22*	*17*	*21*	*20*	*20*
Hygiène sociale	*221*	*213*	*217*	*213*	*211*
Aide sociale aux enfants et à la mère (groupe I)	*3 744*	*3 844*	*3 974*	*4 074*	*4 160*
Aide sociale aux malades (groupe II)	*78*	*80*	*79*	*82*	*46*
Aide sociale aux personnes âgées et handicapées (III)	*6 798*	*6 953*	*7 001*	*7 131*	*5 941*
Charge d'insertion des bénéficiaires du R.M.I.	*603*	*626*	*659*	*711*	*642*
Autres services sociaux	*278*	*295*	*310*	*340*	*420*
Services économiques	2 321	2 413	2 454	2 559	2 769
Service fiscal	3 357	3 624	3 758	3 921	4 147
TOTAL DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT	**28 028**	**28 987**	**30 208**	**31 705**	**31 977**

Répartition fonctionnelle des dépenses des départements

(en pourcentage)

	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999
DEPENSES DIRECTES D'INVESTISSEMENT					
Bâtiments administratifs	-22,6	-1,5	12,8	6,4	-0,1
Voirie	-9,0	5,3	3,3	3,6	8,5
Réseaux	3,0	15,2	-15,7	26,4	-17,0
Equipement scolaire et culturel	4,6	-4,1	3,6	1,8	4,2
Equipement sanitaire et social	-13,8	10,0	10,6	-1,2	0,4
Transports et communications	-19,9	26,2	29,4	-13,6	4,2
Services industriels et commerciaux	146,4	-53,8	-40,5	519,6	-61,1
Equipement rural	-20,2	-26,3	65,5	-10,2	-9,7
Urbanisme et habitation	-67,0	-11,1	38,3	-48,9	78,4
Autres équipements	-19,3	28,7	17,1	-9,2	-10,5
Gros travaux	-14,1	-9,0	-9,4	-11,2	37,5
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	**-6,9**	**1,3**	**5,0**	**2,7**	**5,6**
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES					
Etat, établissements publics nationaux	9,2	-7,8	-17,3	6,7	-1,7
Départements et leurs groupements	14,1	-15,4	-11,0	8,6	-9,4
Communes et leurs groupements	-5,9	-3,4	-8,6	33,7	5,9
Autres établissements publics locaux	3,3	3,2	-12,4	-7,0	13,1
Particuliers, associations, entreprises privées, etc	9,3	1,4	-6,4	7,8	9,3
Subventions en annuités	-6,1	-8,0	-1,9	-15,2	-3,0
Autres subventions d'équipement	10,0	-11,6	12,2	-0,2	-2,7
TOTAL SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	**-1,0**	**-3,6**	**-8,1**	**17,1**	**5,0**
OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT					
Services indirects	3,5	3,0	8,0	7,7	7,6
Services administratifs	4,3	3,4	5,6	8,7	8,2
Services sociaux	4,6	2,3	1,9	2,5	-9,0
Services et établissements sociaux	*9,7*	*-13,4*	*2,6*	*4,5*	*-1,6*
Hygiène publique	*11,1*	*-23,4*	*20,0*	*-1,2*	*-2,9*
Hygiène sociale	*4,8*	*-3,5*	*1,9*	*-1,9*	*-0,9*
Aide sociale aux enfants et à la mère (groupe I)	*4,5*	*2,7*	*3,4*	*2,5*	*2,1*
Aide sociale aux malades (groupe II)	*9,9*	*2,0*	*-1,5*	*3,9*	*-43,2*
Aide sociale aux personnes âgées et handicapées (III)	*4,3*	*2,3*	*0,7*	*1,8*	*-16,7*
Charge d'insertion des bénéficiaires du R.M.I.	*12,6*	*3,8*	*5,3*	*7,8*	*-9,7*
Autres services sociaux	*-2,7*	*5,8*	*5,3*	*9,6*	*23,4*
Services économiques	2,3	4,0	1,7	4,3	8,2
Service fiscal	7,0	7,9	3,7	4,3	5,8
TOTAL DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT	**4,4**	**3,4**	**4,2**	**5,0**	**0,9**

Répartition fonctionnelle des dépenses des départements

(en millions de francs)

	1996	1997	1998	1999	2000
DEPENSES DIRECTES D'INVESTISSEMENT					
Bâtiments administratifs	2 384	2 349	2 651	2 820	2 818
Voirie	15 632	16 467	17 018	17 623	19 113
Réseaux	292	336	284	358	298
Equipement scolaire et culturel	10 069	9 651	9 996	10 179	10 610
Equipement sanitaire et social	632	696	769	760	763
Transports et communications	235	297	384	332	346
Services industriels et commerciaux	91	42	25	155	60
Equipement rural	528	389	644	578	523
Urbanisme et habitation	22	20	28	14	25
Autres équipements	363	468	547	497	445
Gros travaux	731	665	603	535	736
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	**30 981**	**31 380**	**32 948**	**33 851**	**35 735**
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES					
Etat, établissements publics nationaux	1 848	1 704	1 410	1 504	1 478
Départements et leurs groupements	712	603	537	583	528
Communes et leurs groupements	11 105	10 732	9 810	13 113	13 890
Autres établissements publics locaux	1 594	1 645	1 441	1 340	1 516
Particuliers, associations, entreprises privées, etc	3 342	3 388	3 172	3 419	3 737
Subventions en annuités	2 367	2 177	2 137	1 811	1 758
Autres subventions d'équipement	563	498	559	557	542
TOTAL SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	**21 531**	**20 747**	**19 064**	**22 327**	**23 449**
OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT					
Services indirects	55 289	56 967	61 498	66 207	71 219
Services administratifs	13 736	14 205	14 998	16 297	17 641
Services sociaux	77 581	79 367	80 908	82 959	75 530
Services et établissements sociaux	*536*	*464*	*475*	*497*	*489*
Hygiène publique	*147*	*113*	*136*	*134*	*130*
Hygiène sociale	*1 451*	*1 399*	*1 426*	*1 398*	*1 385*
Aide sociale aux enfants et à la mère (groupe I)	*24 560*	*25 218*	*26 070*	*26 725*	*27 291*
Aide sociale aux malades (groupe II)	*514*	*524*	*516*	*537*	*305*
Aide sociale aux personnes âgées et handicapées (III)	*44 590*	*45 610*	*45 925*	*46 774*	*38 967*
Charge d'insertion des bénéficiaires du R.M.I.	*3 957*	*4 107*	*4 326*	*4 663*	*4 210*
Autres services sociaux	*1 826*	*1 932*	*2 034*	*2 230*	*2 752*
Services économiques	15 222	15 830	16 097	16 786	18 162
Service fiscal	22 023	23 774	24 648	25 720	27 202
TOTAL DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT	**183 850**	**190 143**	**198 149**	**207 968**	**209 754**

Répartition fonctionnelle des dépenses des départements

(en pourcentage)

	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999
DEPENSES DIRECTES D'INVESTISSEMENT					
Bâtiments administratifs	-22,6	-1,5	12,8	6,4	-0,1
Voirie	-9,0	5,3	3,3	3,6	8,5
Réseaux	3,0	15,2	-15,7	26,4	-17,0
Equipement scolaire et culturel	4,6	-4,1	3,6	1,8	4,2
Equipement sanitaire et social	-13,8	10,0	10,6	-1,2	0,4
Transports et communications	-19,9	26,2	29,4	-13,6	4,2
Services industriels et commerciaux	146,4	-53,8	-40,5	519,6	-61,1
Equipement rural	-20,2	-26,3	65,5	-10,2	-9,7
Urbanisme et habitation	-67,0	-11,1	38,3	-48,9	78,4
Autres équipements	-19,3	28,7	17,1	-9,2	-10,5
Gros travaux	-14,1	-9,0	-9,4	-11,2	37,5
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT DIRECT	**-6,9**	**1,3**	**5,0**	**2,7**	**5,6**
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES					
Etat, établissements publics nationaux	9,2	-7,8	-17,3	6,7	-1,7
Départements et leurs groupements	14,1	-15,4	-11,0	8,6	-9,4
Communes et leurs groupements	-5,9	-3,4	-8,6	33,7	5,9
Autres établissements publics locaux	3,3	3,2	-12,4	-7,0	13,1
Particuliers, associations, entreprises privées, etc	9,3	1,4	-6,4	7,8	9,3
Subventions en annuités	-6,1	-8,0	-1,9	-15,2	-3,0
Autres subventions d'équipement	10,0	-11,6	12,2	-0,2	-2,7
TOTAL SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	**-1,0**	**-3,6**	**-8,1**	**17,1**	**5,0**
OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT					
Services indirects	3,5	3,0	8,0	7,7	7,6
Services administratifs	4,3	3,4	5,6	8,7	8,2
Services sociaux	4,6	2,3	1,9	2,5	-9,0
Services et établissements sociaux	*9,7*	*-13,4*	*2,6*	*4,5*	*-1,6*
Hygiène publique	*11,1*	*-23,4*	*20,0*	*-1,2*	*-2,9*
Hygiène sociale	*4,8*	*-3,5*	*1,9*	*-1,9*	*-0,9*
Aide sociale aux enfants et à la mère (groupe I)	*4,5*	*2,7*	*3,4*	*2,5*	*2,1*
Aide sociale aux malades (groupe II)	*9,9*	*2,0*	*-1,5*	*3,9*	*-43,2*
Aide sociale aux personnes âgées et handicapées (III)	*4,3*	*2,3*	*0,7*	*1,8*	*-16,7*
Charge d'insertion des bénéficiaires du R.M.I.	*12,6*	*3,8*	*5,3*	*7,8*	*-9,7*
Autres services sociaux	*-2,7*	*5,8*	*5,3*	*9,6*	*23,4*
Services économiques	2,3	4,0	1,7	4,3	8,2
Service fiscal	7,0	7,9	3,7	4,3	5,8
TOTAL DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT	**4,4**	**3,4**	**4,2**	**5,0**	**0,9**

Dette à long et moyen terme

(en millions d'euros)

	1996	1997	1998	1999	2000
DETTE RESULTANT D'EMPRUNT A LONG ET MOYEN TERME					
Caisse des dépôts et consignations	1 422	1 257	1 099	981	954
Crédit Local de France	8 258	8 466	8 201	7 873	7 092
Crédit Foncier	1 084	718	597	521	451
Caisses d'épargne	1 373	1 621	1 644	1 595	1 560
Caisses de crédit agricole	1 723	1 782	1 770	1 885	1 885
Banques et établissements assimilés	4 204	4 046	4 126	3 739	3 485
Emissions dans le public	795	1 008	824	680	626
Organismes d'assurances	290	224	172	133	91
Autres établissements et prêts divers	1 379	975	1 065	1 137	1 060
DETTE RESULTANT D'EMPRUNT A LONG ET MOYEN TERME	**20 526**	**20 098**	**19 497**	**18 545**	**17 204**
DETTE A LONG ET MOYEN TERME					
ENGAGEMENTS A LONG ET MOYEN TERME SANS RECEPTION DE FONDS	**2 671**	**2 594**	**2 365**	**2 132**	**1 852**
DETTE TOTALE A LONG ET MOYEN TERME	**23 197**	**22 691**	**21 862**	**20 677**	**19 057**
DETTE EXPRIMEE EN ANNEES D'AUTOFINANCEMENT	**4,3**	**3,6**	**3,2**	**2,7**	**2,3**

Dette à long et moyen terme

(en millions de francs)

	1996	1997	1998	1999	2000
DETTE RESULTANT D'EMPRUNT A LONG ET MOYEN TERME					
Caisse des dépôts et consignations	9 327	8 245	7 206	6 437	6 258
Crédit Local de France	54 166	55 532	53 794	51 644	46 523
Crédit Foncier	7 110	4 712	3 914	3 419	2 960
Caisses d'épargne	9 004	10 634	10 787	10 464	10 234
Caisses de crédit agricole	11 302	11 689	11 611	12 363	12 362
Banques et établissements assimilés	27 576	26 541	27 062	24 526	22 861
Emissions dans le public	5 212	6 615	5 407	4 459	4 107
Organismes d'assurances	1 900	1 467	1 126	875	594
Autres établissements et prêts divers	9 043	6 398	6 988	7 459	6 954
DETTE RESULTANT D'EMPRUNT A LONG ET MOYEN TERME	**134 641**	**131 832**	**127 895**	**121 647**	**112 853**
DETTE A LONG ET MOYEN TERME					
ENGAGEMENTS A LONG ET MOYEN TERME SANS RECEPTION DE FONDS	**17 522**	**17 013**	**15 512**	**13 983**	**12 151**
DETTE TOTALE A LONG ET MOYEN TERME	**152 163**	**148 845**	**143 407**	**135 630**	**125 004**
DETTE EXPRIMEE EN ANNEES D'AUTOFINANCEMENT	**4,3**	**3,6**	**3,2**	**2,7**	**2,3**

Evolution de la dette des départements entre 1996 et 2000

(en pourcentage)

	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999
DETTE RESULTANT D'EMPRUNT A LONG ET MOYEN TERME					
Caisse des dépôts et consignations	-14,8	-11,6	-12,6	-10,7	-2,8
Crédit Local de France	6,5	2,5	-3,1	-4,0	-9,9
Crédit Foncier	-23,2	-33,7	-16,9	-12,7	-13,4
Caisses d'épargne	18,7	18,1	1,4	-3,0	-2,2
Caisses de crédit agricole	12,1	3,4	-0,7	6,5	0,0
Banques et établissements assimilés	13,3	-3,8	2,0	-9,4	-6,8
Emissions dans le public	-28,1	26,9	-18,3	-17,5	-7,9
Organismes d'assurances	-22,4	-22,8	-23,2	-22,3	-32,2
Autres établissements et prêts divers	32,6	-29,2	9,2	6,7	-6,8
DETTE RESULTANT D'EMPRUNT A LONG ET MOYEN TERME	**3,9**	**-2,1**	**-3,0**	**-4,9**	**-7,2**
DETTE A LONG ET MOYEN TERME					
ENGAGEMENTS A LONG ET MOYEN TERME SANS RECEPTION DE FONDS	**-6,3**	**-2,9**	**-8,8**	**-9,9**	**-13,1**
DETTE TOTALE A LONG ET MOYEN TERME	**2,6**	**-2,2**	**-3,7**	**-5,4**	**-7,8**